



Rapport d'activité 2017



Centre
d'Actions et de
Réalisations
Internationales

www.cariassociation.org



- SOMMAIRE -

Le CARI, une association à vocation d'aide au développement

• Participation du CARI à la COP13 en Chine	p. 4
• Désertif'actions 2017, Sommet international des acteurs non-étatiques	p. 6
• Concours international de dessins de presse - Terre & climat	p. 8
• Action sociale à Pignan	p. 8
• Le GTAE, un groupe de travail dédié aux transitions agroécologiques	p. 9

Mise en réseau d'acteurs du développement international

• Une année de transition pour le RADD0	p. 10
• GTD : Mobiliser les expériences des membres pour toucher le plus grand nombre	p. 12
• ReSaD : Une année marquée par des collaborations fortes avec les collectivités locales du sud	p. 14
• Antenne méditerranée du pS-Eau : Pérenniser l'accès aux services d'eau et d'assainissement dans les pays en développement	p. 18

Organisation et budget

Equipe	p. 20
Budget	p. 22
Partenaires	p. 23



- EDITO -

Par Patrice Burger, Président fondateur

LE CARI : FIDÈLE À SES MISSIONS, RESPECTUEUX DE SES PARTENAIRES, ADAPTATIF SUR SES MOYENS

L'année 2017 n'a pas échappé aux violences répétées sous diverses formes, sous toutes les latitudes, y compris en France dans une actualité entremêlée d'informations sur les frasques des célébrités du moment, des résultats sportifs, des faits divers qui banalisent les anomalies, pendant que d'inquiétants bruits de bottes se font aussi entendre ici ou là. Selon les scientifiques, la constante dégradation des ressources naturelles et du climat ont atteint des seuils de non-retour. Faut-il seulement s'y résoudre ou tenter d'en infléchir le cours ? Si modeste soit-il, c'est une des questions qui se situe au cœur des engagements du CARI.

Pour le CARI, l'année aura été caractérisée par des évolutions internes importantes, en même temps qu'il poursuivait et amplifiait ses activités qui fondent sa spécificité et son projet associatif : la lutte contre la dégradation des ressources naturelles dans les zones arides, la sauvegarde des oasis, le plaidoyer international et l'organisation des acteurs de la société civile.

En interne, 2017 marque la fin d'une période de réflexion lancée en 2016 et qui s'est concrétisée sous la forme d'une transition de la gouvernance de l'association, de son mode d'action et d'organisation. 2017 est donc une année charnière, porteuse de sens, durant laquelle j'ai remis le flambeau à une direction collégiale dans laquelle j'ai toute confiance, à la suite de mon départ à la retraite. Suite à un investissement massif du bureau et de la nouvelle équipe de direction, cette année de transition et de renforcement a porté ses fruits. Je tiens à saluer ici l'investissement des équipes bénévoles et permanentes du CARI pour le travail réalisé.

2017 aura été caractérisée par l'implication du CARI en tant que partenaire exécutif dans deux actions menées par des organisations internationales des Nations-Unies. Ceci en tant que coordinateur du Réseau Sahel Désertification (ReSaD) et du Réseau Associatif de Développement Durable des Oasis (RADD) et au travers des projets FLEUVE (Front Local pour un l'Environnement et une Union Verte), mené par le

Mécanisme Mondial de la Convention des Nations-Unies sur la lutte contre la désertification et financé par l'Union européenne dans cinq pays sahéliers et par le projet de Gestion Adaptative des écosystèmes oasiens, mené par la FAO et financé par le Fonds pour l'Environnement Mondial, portant sur trois pays du Maghreb.

Le CARI a été consacré dans son rôle d'innovateur en organisant la 3^{ème} édition de Désertif'actions, Sommet des acteurs non étatiques, en lien avec la ville de Strasbourg et Climate Chance, permettant alors une préparation aux rendez-vous internationaux de la COP13 de la Convention Désertification à Ordos en Mongolie Intérieure, au sommet Climate Chance d'Agadir et plus largement aux discussions sur le changement climatique. Par ailleurs, le CARI a été l'un des moteurs de la création d'un nouveau Groupe de Travail sur la Transition Agroécologique (GTAE), regroupant quatre ONG françaises et en compagnie desquelles un séminaire sur les méthodes d'évaluation de l'agroécologie a pu être conduit en fin d'année à Paris.

En charge de la coordination de deux réseaux internationaux, le RADD et le ReSaD, d'un groupe de travail sur la lutte contre la désertification, le GTD et disposant d'un mandat d'animation de l'antenne Méditerranée du Ps-Eau, lui permettant de mener des actions sur le terrain, le CARI a aussi été amené à se lancer dans le début prometteur d'un centre de ressources en ligne portant sur la lutte contre la dégradation des terres.

Grâce à son énergie interne et à la confiance renouvelée de ses mandants et bailleurs de fonds, le CARI a poursuivi ses engagements au service de la cause de la lutte contre la dégradation des terres. En restant ferme sur ses objectifs, il teste de nouvelles formes d'intervention qui permettent de peser au mieux sur les grands enjeux et la décision publique.

C'est avec plaisir que je vous propose de découvrir les activités 2017 du CARI en détail.

Bonne lecture.



Le CARI, une association à vocation d'aide au développement

Le CARI est une association de solidarité internationale qui intervient depuis 1998 auprès des populations rurales du pourtour saharien. Ces pays d'actions sont l'Algérie, le Burkina Faso, la France, le Maroc, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal, le Tchad et la Tunisie.

Le Centre d'Actions et de Réalisations Internationales (CARI) a une vocation d'aide au développement en appuyant la petite agriculture comme rempart aux crises alimentaires et comme levier de développement. Ses actions sont principalement orientées vers la lutte contre la désertification et la dégradation des terres en zones arides.

L'association mène à la fois des actions sur le terrain auprès des populations rurales et plaide à l'international la nécessité d'une agriculture durable basée sur les principes de l'agroécologie. Cette approche du développement vise l'économie et l'autonomie des populations, en particulier dans le domaine rural et agricole, en conciliant les aspects économiques, sociaux et environnementaux du développement durable.



PARTICIPATION DU CARI A LA COP13 EN CHINE DE LA CONVENTION DES NATIONS-UNIES SUR LA LUTTE CONTRE LA DESERTIFICATION

Le CARI a participé à la 13^{ème} Conférence des Parties de la Convention des Nations-Unies sur la Lutte contre la Désertification qui s'est tenue à Ordos en Chine du 4 au 16 septembre 2017. A cette occasion, accompagné par ses réseaux partenaires (GTD, ReSaD, RADD0), le CARI a organisé et participé à plusieurs side event et diffusé une dizaine de papiers de position dans le cadre du développement durable des zones arides.

La participation du CARI à la 13^{ème} Conférence des parties de la Convention des Nations-Unies sur la Lutte contre la Désertification a comporté deux axes majeurs de contribution : l'un au nom et pour le compte du CARI en tant qu'acteur historique reconnu, l'autre en tant qu'animateur de réseaux et de plateformes impliqués dans des actions ou sujets relatifs aux travaux de la COP.

La délégation du CARI était composée de Patrice Burger (Président du CARI), Manon Albagnac (Assistante à la coordination du ReSaD) et

Pour la première fois, un espace de discussion réservé aux jeunes a été mis en place lors de la COP13. Il a accueilli plus de 80 représentants de Chine et de 22 autres pays dont Magali Pausin du CARI, conviée par la CNULD pour représenter le Groupe des États d'Europe Occidentale et autres États.





▲ Participation à « la Journée du Fonds pour l'Environnement Mondial au Pavillon de Rio » le 9 septembre, permettant à Patrice Burger (CARI) et Omer Ouedraogo (SPONG) d'insister sur le retour d'expériences des financements du FEM en portant une analyse critique des procédures.



© CARI / Magali Pausin

Magali Pausin (membre de l'équipe du CARI en soutien au GTD). Les autres membres présents des réseaux et plateformes animés par le CARI provenaient du Mali, du Niger, du Burkina Faso (ReSaD), de France (GTD) ainsi que du Sénégal, la plupart d'entre eux étaient également membres des délégations pays. Fort de cette formule, le CARI a pu, avec ses partenaires, participer aux travaux en plénières, contribuer à des side event organisés par des tiers, diffuser des documents et papiers de position, contribuer à la newsletter quotidienne de la société civile « ECO », aux travaux des Organisations de la société civile...

SIDE EVENT ORGANISÉS PAR LE CARI

- le 6 septembre: présentation du module de Form'action sur le montage de projets de Gestion Durable des Terres à destination des collectivités locales.
- le 7 septembre en lien avec DesertNet International : « Quelles perspectives pour l'action concernant la Neutralité en matière de Dégradation des Terres ? », discussion de panel multi-acteurs centrée sur ses enjeux socio-économiques.
- le 8 septembre en lien avec l'Union Africaine : « Principaux résultats et perspectives de l'Initiative pour une Grande Muraille Verte au Sahara et au Sahel » du programme SAWAP, BRICKS, Actions contre la désertification et FLEUVE, dont la présentation par le CARI de son module de Form'action.
- le 8 septembre en lien avec l'ONG Danaya, membre du GTD : « La planification territoriale : un levier pour combattre la désertification », partageant les réflexions d'une collectivité locale sénégalaise, d'une ONG, de l'IUCN et du CSFD.
- le 13 septembre en lien avec l'Observatoire du Sahara et du Sahel : « Les écosystèmes oasiens, quelle contribution à la réalisation du concept de la Neutralité en Matière de Dégradation des Terres ? », partageant les résultats d'une enquête, d'un projet national en Tunisie et le travail du réseau RADDO facilité par le CARI.

Outre les séances officielles dans le cadre de la Conférence, des visites ont été organisées par le gouvernement autonome de Mongolie Intérieure sur l'immense territoire faisant l'objet d'un vaste programme de lutte contre la désertification par du reboisement, stabilisation des dunes, éco-tourisme, etc. L'envergure du travail réalisé, le nombre d'arbres plantés (11 milliards), ainsi que le partenariat public/privé permettant son financement, ont mis en évidence le caractère singulier et difficilement répliquable ailleurs qu'en Chine du projet. Cependant, il a aussi mis en évidence qu'il n'y a pas de fatalité en matière de dégradation des terres et c'est sans doute un message que bon nombre de participants ont emporté chez eux.

- Désertif'actions 2017 -

Les 27 et 28 juin 2017, le CARI a organisé conjointement avec Climate Chance et la Ville de Strasbourg le Sommet international "Désertif'actions, terre et climat : le temps d'agir !". Cette rencontre s'est tenue grâce au soutien de la Convention des Nations-Unies sur la Lutte contre la Désertification et a réuni 200 participants.



La dégradation des terres a trop longtemps été sous-estimée dans son importance, comme dans ses impacts. Ceci a entraîné un manque d'investissement autant de la part des gouvernements que de la part des organisations internationales et de la recherche. Le sujet revient toutefois sur le devant de la scène à mesure que s'accumulent avec obstination les évidences du lien étroit entre l'état des terres et un ensemble d'autres problématiques d'ordre local, national ou international, tels que le changement climatique, la perte de la biodiversité, la pauvreté rurale, l'insécurité alimentaire, les migrations et leur impact sur la stabilité et la sécurité des sociétés.

PLACER LES TERRES AU CENTRE DES PRÉOCCUPATIONS

Le Sommet international des acteurs non-étatiques "Désertif'actions 2017" se veut une réponse concrète à cette nécessité d'action en créant des synergies entre les acteurs de la lutte contre la dégradation des terres et le changement climatique. Les plénières de haut niveau organisées à cette occasion et les 12 ateliers thématiques ont favorisé l'échange d'idées entre les participants qui ont rappelé dans une déclaration finale l'importance d'une plus forte interaction entre la problématique des terres et les enjeux du changement climatique. On y trouve également la volonté et la détermination de chacun à placer les terres au centre des actions locales et des agendas internationaux.

Ces points de convergence ont ainsi dessiné les actions à mener sur le terrain et les messages politiques à porter lors des prochaines rencontres internationales, comme lors de la Convention des Nations-Unies sur la Lutte contre la Désertification à Ordos en Chine (COP13) en septembre et la Convention cadre des Nations-Unies sur les changements climatiques à Bonn en Allemagne (COP23) en novembre.



Au niveau mondial, 2015 était l'année la plus chaude depuis 1850*



22 millions de déplacés climatiques en 2013, autant que la population de Côte d'Ivoire.



Les zones arides représentent 1/3 de la surface émergée de la planète.



La désertification affecte directement 44% des systèmes cultivés.

Retrouvez toutes les informations sur Désertif'actions 2017 sur

www.desertif-actions.fr

ATELIERS ET OBJECTIFS

• **ATELIER n°1 : Terres arides, adaptation et résilience : quels outils sont disponibles dans les territoires pour définir leur stratégie d'adaptation?**

> Faire dialoguer et mutualiser les savoirs ancestraux et scientifiques afin de disposer de connaissances suffisantes.

• **ATELIER n°2 : Les financements Climat peuvent-ils financer la restauration des terres?**

> Identifier comment répondre, à travers des projets viables et dans l'intérêt général, aux besoins de financement de la lutte contre la dégradation des terres et de leur restauration.

• **ATELIER n°3 : Comment les projets dans les territoires peuvent-ils contribuer aux objectifs nationaux de neutralité en matière de dégradation des terres?**

> Montrer comment mettre en place la neutralité en matière de dégradation des terres, tout en prenant en compte le contexte local et la coopération entre niveau local/national.



• **ATELIER n°4 : Comment prendre en considération les enjeux fonciers dans les dynamiques de restauration des terres?**

> Mettre en confrontation les défis qui persistent concernant le foncier agricole (propriété privée, droits écrits ou non, droits d'usage...), la gestion des ressources naturelles et leur accès durable, avec la sécurité foncière.

• **ATELIER n°5 : Comment faire face à la concurrence entre les divers usages de l'eau face à la précarité de la disponibilité de la ressource?**

> Comprendre le lien entre disponibilité en eau et désertification.

• **ATELIER n°6 : La gestion des flux migratoires : quels enjeux de développement et quelles synergies d'acteurs à l'échelle locale, nationale et régionale?**

> Comprendre le lien entre migration, changements climatiques, désertification et insécurité.

• **ATELIER n°7 : Quel point d'étape et quelles perspectives de développement de l'Initiative 4 pour 1000 aujourd'hui?**

> Démontrer qu'une gestion appropriée des sols peut apporter des co-bénéfices à la sécurité alimentaire et au changement climatique, tout en prenant en compte la dignité humaine, la préservation des terres et les Objectifs de Développement Durable.

• **ATELIER n°8 : Quelle coalition d'acteurs et quels moyens d'actions pour assurer un développement intégré et durable des oasis?**

> Démontrer l'importance de la préservation des oasis.

• **ATELIER n°9 : Quelles solutions la coopération décentralisée peut-elle offrir pour lutter contre la désertification?**

> Démontrer le besoin réel de renforcer la coopération décentralisée dans le domaine de la gestion durable des terres.

• **ATELIER n°10 : Quelles pratiques d'économie d'énergie pour le développement des territoires?**

> Mettre en avant l'impératif de la réduction de la consommation énergétique et des émissions de carbone dans la lutte contre les changements climatiques et la désertification.

• **ATELIER n°11 : Quel impact de l'Initiative de la Grande Muraille Verte pour le Sahara et le Sahel dans les territoires?**

> Démontrer l'utilité de cette Initiative dans la résolution de multiples défis africains.

• **ATELIER n°12 : Egalité de genre, accès à la terre et savoir ancestraux : quels enjeux et quels leviers d'action?**

> Comprendre l'importance de la parité des femmes dans la propriété terrienne.



▲ *“ A mon avis, SEULE la société civile peut délimiter et définir qui nous deviendrons et ce que nous deviendrons en tant que société. C'est votre passion et votre engagement qui délimiteront et définiront notre relation avec la planète. ”*

Monique Barbut, Secrétaire exécutive de la Convention des Nations-Unies sur la Lutte contre la Désertification

Concours international de dessins de presse - Terre & climat

Dans le cadre du Sommet international Désertif'actions 2017, un concours international de dessin de presse est ouvert aux dessinateurs professionnels et amateurs de tout pays sur le thème "Dégradation des terres et climat : l'Europe et le monde face aux ultimes frontières".

65 dessins de 42 artistes provenant de 13 pays ont été reçus à l'occasion du Concours international de dessins de presse organisé en parallèle du sommet Désertif'actions 2017.

Le jury composé de personnalités de la presse, des métiers artistiques et graphiques, de dessinateurs et des organisateurs, a retenu 33 dessins qui ont été exposés à l'hôtel de ville de Strasbourg, mais également à l'occasion de la Convention des Nations-Unies sur la Lutte contre la Désertification en Chine et aux Jeux Olympiques d'hiver en Corée du Sud.

Action sociale à Pignan

Action de développement social local pour les habitants des terrains du quartier « La Gaussème » et « Les Horts » à Pignan, dans l'Hérault.

Commencée au CARI en 2007, cette action a comme objectif de contribuer à l'égalité des chances et à la lutte contre les discriminations en matière de réussite éducative, de santé et de sécurité publique, d'emploi et d'insertion économique et ainsi favoriser la cohésion sociale sur le territoire. Ce projet s'adresse à une trentaine de personnes issues de la communauté gitane et est mis en œuvre depuis le début par Alain Catherine, administrateur du CARI.

En 2017, plusieurs actions ont été développées sur ce territoire, à savoir : la construction de deux toilettes sèches à litière et de composteurs adjacents, l'organisation d'une collecte de déchets avec la Montpellier Méditerranée Métropole avec un travail sur la sensibilisation à la collecte régulière des déchets sur l'ensemble du campement, la poursuite et l'amélioration de jardins potagers avec un appui à l'achat de graines et plants de légumes, la collecte de fumier pour le potager, une préparation du sol pour des semis de luzerne (fourrage pour animaux) et l'installation d'un début de pépinière d'arbustes.

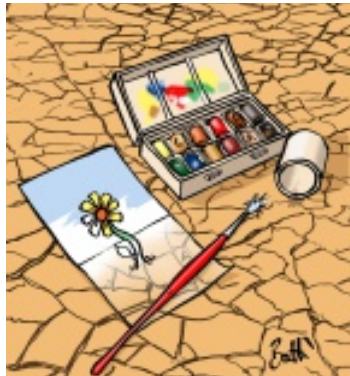
En plus de ces activités, il a été réalisé un accompagnement individuel dans le cadre d'un contrat d'engagement réciproque (RSA) pour les habitants du quartier, ainsi qu'un accompagnement de leurs démarches administratives et sociales pour faciliter l'accès aux soins aux familles et notamment aux enfants.



Le jury a désigné trois gagnants et une mention spéciale du jury :

- Premier prix: "La terre, l'eau, les hommes", BATTI, France
- Second prix ex-aequo: "Nature morte", France
- Second prix ex-aequo: "Un monde sans eau", France
- Prix spécial du jury, "Mention spéciale", BAFOIL, France





**65 dessins reçus
42 artistes
3 gagnants**

Le GTAE, un groupe de travail dédié aux transitions agroécologiques

Le Groupe de travail sur la transition agroécologique (GTAE), créé début 2016 par le Gret, AVSF, AgriSud et le CARI, s'est donné pour objectif de construire une méthodologie commune pour l'évaluation des pratiques agroécologiques.

gagnants et une mention

couleurs." Manfrulli BATTI, alias

morte "Guy BADEAUX, Canada
ouvel Angélus" Robert ROUSSO,

une": Les ultimes frontières" Noha

Pour accompagner l'essor de l'agroécologie, le Groupe de travail sur les transitions agroécologiques (GTAE) a organisé un atelier d'échange avec le soutien de l'Agence française de développement (AFD) et du Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM).

Le GTAE est constitué de quatre ONG : Agrisud, Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières (AVSF), le Groupe de recherche et d'échange technologique (Gret) et le CARI. Leur vocation est de promouvoir les pratiques agroécologiques dans les pays du Sud, d'évaluer leurs performances et d'identifier les leviers de leur développement.

L'évènement s'est alors déroulé les 14 et 15 décembre à Nogent-sur-Marne. Il a réuni plus de cent participants internationaux : acteurs du développement, chercheurs, membres d'organisations paysannes, représentants des pouvoirs publics.

En organisant cet atelier, le GTAE souhaitait approfondir le travail d'élaboration méthodologique initié avec le projet CALAO (Capitalisation d'expériences d'acteurs pour le développement de techniques agroécologiques résilientes en Afrique de l'Ouest), en partageant ses acquis et en incitant au dialogue tous les acteurs impliqués. Cela a permis de mettre en évidence la multiplicité des méthodes existantes, mais aussi les complémentarités qui existent entre elles et qui devraient permettre d'enrichir l'évaluation de l'impact de l'agroécologie.



- MISE EN RESEAU D'ACTEURS -

A travers la mise en réseau des acteurs, le CARI cherche à créer des liens entre les différents types de protagonistes de la solidarité internationale : pouvoir public, scientifique, ONG, collectivités locales et entreprises. La mise en réseau des acteurs est également un moyen de structurer les acteurs de la société civile au Sud afin de renforcer leurs actions et leurs reconnaissances par les pouvoirs publics nationaux.

Le CARI a été à l'initiative avec ses partenaires, de différents réseaux qu'il anime encore aujourd'hui :

- Le Réseau Associatif de Développement Durable des Oasis (RADD0)
- Le Groupe de Travail Désertification (GTD)
- Le Réseau Sahel Désertification (ReSaD)
- L'antenne méditerranéenne du pS-Eau.

2017, une année de transition pour le RADD0



Né en novembre 2001, le Réseau Associatif de Développement Durable des Oasis est un réseau international d'associations actives au Maghreb et au Sahel pour la sauvegarde des Oasis et pour la promotion du développement durable en milieu oasien.

Après avoir terminé l'année 2016 sur une note positive avec sa participation à la 22^{ème} Conférence des Parties de la Convention des Nations-Unies sur les changements climatiques à Marrakech (Maroc), le RADD0 a vécu l'année 2017 comme une période de transition pour le réseau des oasis. Elle a ainsi été marquée par le renouvellement de demandes de financements, le changement de certaines équipes, le lancement de nouveaux projets ou encore l'appui à de nouvelles initiatives en faveur des oasis. 2017 apparaît alors comme la transition nécessaire dans un moment de développement du réseau.

LA FAO S'ENGAGE AVEC LE RADD0

2017 a vu se concrétiser un certain nombre d'efforts, avec notamment un nouveau partenariat mis en place avec la FAO dans le cadre du projet de gestion adaptative des oasis du Maghreb. Dans un contexte changeant, ce projet a pour but de renforcer et d'élargir les moyens de gestion et d'adaptation des agrosystèmes oasiens. Tout d'abord, à travers le renforcement des capacités institutionnelles et des techniques de suivi des systèmes de production, des capacités de dissémination et de partage de

l'information via la diffusion des bonnes pratiques et enfin en renforçant l'implication des décideurs, collectivités locales et associations dans la gestion de ces systèmes. Ce projet associe à la fois des administrations nationales, des agences de développement, des centres techniques et des acteurs de la société civile. Il est financé par le Fonds pour l'environnement mondial et durera 3 ans.

Dans ce cadre, le RADDO contribue à la mise en place d'un dispositif de recueil de bonnes pratiques oasiennes. Ce dispositif vise au recueil de pratiques innovantes, contribuant à la gestion durable des systèmes oasiens, mais également à favoriser le partage d'expériences entre les acteurs eux-mêmes. Il a donc organisé une rencontre régionale en décembre en Mauritanie, afin d'établir une méthode commune d'intervention. Celle-ci a été complétée par 3 ateliers nationaux en janvier à Douz en Tunisie, puis en février à Nouakchott en Mauritanie et enfin en mars à Ouarzazate au Maroc, pour former les équipes locales à l'identification, la caractérisation et le recueil des bonnes pratiques. Ce travail a été l'occasion d'aller à la découverte d'initiatives nouvelles comme le creusement artisanal des puits en Adrar, la mise en valeur des terres collectives au Maroc ou encore la création d'une coopérative de commercialisation de dattes labellisées Demeter en Tunisie.

Ce sont plus de 60 personnes qui ont ainsi été formées aux profils divers (techniciens, responsables associatifs, ingénieurs...). Mené en partenariat avec les pouvoirs publics nationaux, ce projet permet également de renforcer les interactions avec la société civile.

L'AFD RENOUVELLE SON SOUTIEN

Le RADDO a également vu le soutien de l'AFD renouvelé pour une troisième et dernière phase de son programme de renforcement du réseau. Lancé en septembre, ce nouveau PACO vise à accentuer l'ancrage territorial du réseau à travers l'implication des associations oasiennes dans une dynamique d'échange. Il renforce également son appui aux réalisations concrètes comme des microprojets de gestion durable des ressources naturelles, des projets de gestion de l'eau ou encore de préservation des terres.

POUR UNE RECONNAISSANCE DES OASIS DANS DES DYNAMIQUES INTERNATIONALES

Dans cette phase de transition, le RADDO a continué à porter la voix des oasis. A Agadir (Maroc) au Sommet « Climat Change », où il est intervenu à la plénière organisé par le Royaume du Maroc sur l'Initiative Oasis Durable (IOD). A Ordos en Chine, à la COP 13 de l'UNCCD, où il a cherché à promouvoir la reconnaissance des oasis comme écosystème vulnérable et cible potentielle dans la lutte contre la dégradation des terres. Enfin il a assuré sa responsabilité dans le projet MENA DELP porté par l'Observatoire du Sahara et du Sahel (OSS) en permettant la participation de la société civile à l'atelier de clôture. Enfin, avec le projet Front Local Environnemental pour une Union Verte (FLEUVE), pour la grande muraille verte au Sahel, le RADDO a contribué à la formation de la collectivité de Mao (Tchad) au montage de projets appliqués à la réhabilitation des oasis de cuvette.

Plus d'infos sur www.raddo.org



◀ *“ Le RADDO reste un organe mobilisateur, encadreur, inter-connecteur, qui améliore de plus en plus son influence à la fois au niveau des territoires mais aussi au niveau régional et internationale. ”*

Extrait de l'évaluation du programme d'action du RADDO

Mobiliser les expériences des membres pour toucher le plus grand nombre

Le Groupe de Travail Désertification (GTD) est un réseau multi-acteurs qui trouve sa force dans la diversité des profils de ses membres : des ONG, un comité scientifique, des collectivités locales... mais aussi dans le lien étroit qu'il a tissé et qu'il entretient avec les décideurs politiques français. Tous, ont comme point commun d'intervenir sur le thème du développement dans les zones arides, de la restauration des terres et des alternatives possibles face à la dégradation des ressources naturelles et économiques dans ces zones.

L'année 2017 a été marquée par une volonté d'ouverture thématique qui contribue à la lutte contre la désertification, avec l'organisation d'un atelier de partage d'expériences sur les questions foncières et un second sur le bois énergie. Cette année a aussi permis de valoriser l'expérience du CARI et de ses partenaires dans le cadre de la Convention des Nations-Unies sur la Lutte contre la Désertification, à travers :

- l'organisation de Désertif'actions 2017 à Strasbourg, Sommet international de la société civile dans le domaine de la dégradation des terres et du changement climatique (voir page 6) ;
- la mise à jour de la collection « Repères pour Comprendre et Agir » ;
- la diffusion d'une campagne web tournée vers le grand public.

LE PARTAGE D'EXPÉRIENCES GRÂCE À L'EXPERTISE DES MEMBRES DU GTD

Organisée le 5 mai 2017 et animée par le GRET, une journée d'échange a porté sur les **enjeux fonciers dans les projets de développement**, afin de partager les difficultés auxquelles les différents membres du GTD peuvent être confrontés lors de la conception et la mise en œuvre de projets de terrain en lien avec les problématiques foncières. Cette journée a permis d'identifier les leviers d'actions et les solutions à appliquer.

Bois énergie

La désertification se manifeste entre autres, par une destruction du couvert végétal, l'érosion des sols et la baisse de la productivité. Le bois-énergie reste la première source d'énergie utilisée dans les usages domestiques pour le chauffage et la cuisson en Afrique et en Asie, il est utilisé en premier lieu pour des usages domestiques, mais également de manière non négligeable par le secteur industriel. A l'heure actuelle cette ressource n'est que très faiblement renouvelable et durable.

Un deuxième atelier a été organisée le 8 décembre 2017 et animé par les associations BISS, la Voute Nubienne et GERES. Intitulé "**Economie d'énergie et lutte contre la désertification**", il a réuni les acteurs de la désertification et de l'énergie, en proposant une thématique spécifique : la question du bois énergie. La journée a été dédiée à un temps d'échange d'expériences et d'informations sur les questions d'énergie en zone aride, suivi par un temps de travail animé par le CARI et centré sur les attentes des acteurs du domaine et les activités qui pourraient être développées en 2018.

CAPITALISER LES CONNAISSANCES SUR LA DÉSERTIFICATION

A travers le Groupe de Travail Désertification, le CARI a une opportunité majeure de centraliser des connaissances de fond sur la thématique de la désertification, ainsi que sur le fonctionnement des institutions et une cartographie des actions qui sont menées dans ce cadre.

2017 a été l'occasion de remettre à jour un document de capitalisation majeur pour les acteurs du développement et pour tous les passionnés des questions de désertification : la collection « Repères pour comprendre et agir ». Cet outil d'aide à la compréhension et à la prise de décision pour les acteurs engagés dans la lutte contre la désertification a précédemment été publié en 2005, puis réédité en 2009, et enfin mis à jour en 2017 par le Groupe de Travail Désertification, à l'occasion de la 13^{ème} Conférence des Parties de la Convention des Nations-Unies sur la Lutte contre la Désertification qui s'est tenu en Chine (voir page 4).

La collection des « Repères pour comprendre et agir » est structurée sous la forme de deux types de documents :

- Des doubles pages reprenant les informations générales sur les thématiques centrales de la désertification ;
- Des feuillets intégrés à chaque double page qui apportent des précisions sur les éléments actuels de chaque thématique (chiffres clés, initiatives, projets, organismes clés...).

Le contenu de ces fiches se répartit entre des informations générales sur les questions inhérentes à la désertification et à la dégradation des terres, un éclairage sur le fonctionnement de la Convention des Nations-Unies sur la Lutte contre la Désertification, un point sur la prise en compte de la dégradation des terres dans les politiques internationales, une clarification des connaissances scientifiques sur ce phénomène, des détails sur les enjeux du financement en zones arides, des présentations de projets et d'initiatives d'envergure portés par la société civile.

CONTRIBUER À DÉSERTIF' ACTIONS 2017 ET ŒUVRER ENSEMBLE

En 2017, comme cela avait été fait en 2015, le GTD a permis de mobiliser de nombreux acteurs français et étrangers impliqués dans la lutte contre la désertification lors du Sommet international Désertif'actions 2017. La diversité des profils des membres a ainsi pu être mise à profit pour nourrir cette rencontre en termes de production de contenu, d'animation et d'identification de personnes ressources clés. Les messages qui ont été produits à cette occasion ont par la suite été portés lors de la Conférence des Parties de la Convention des Nations-Unies sur la Lutte contre la Désertification, par une délégation de 5 représentants du GTD.

CHACUN DOIT POUVOIR VIVRE DIGNEMENT SUR SES TERRES

Voici le cri d'alerte des membres du GTD qui se mobilisent à l'occasion de la journée internationale de lutte contre la désertification, célébrée chaque année le 17 juin. A cette occasion, le GTD a lancé un site internet pour alerter et sensibiliser le plus grand nombre à la vulnérabilité des populations rurales en zones arides. Alliant esthétique et informations pédagogiques, cette page web est un exemple d'engagement des membres du GTD qui se sont impliqués dans sa réalisation.



“ Informer, relayer, agir pour les terres arides, ne laissons pas les populations vulnérables au bord du chemin. ”

Message diffusé par les membres du GTD le 17 juin, à l'occasion de la Journée mondiale sur la lutte contre la désertification.

Une année marquée par des collaborations fortes avec les collectivités territoriales

Le ReSaD est un réseau de la société civile qui mobilise quatre plateformes nationales au Burkina Faso, au Niger, au Mali et en France. Cette initiative Nord-Sud, à la croisée des préoccupations nationales et régionales, agit pour la lutte contre la désertification et l'amélioration des conditions de vie des populations des zones arides.

Depuis 2015, le ReSaD s'est engagé dans un travail de proximité avec les collectivités territoriales. Convaincu par la nécessité de travailler avec ces acteurs pour impacter durablement sur les territoires ruraux, le ReSaD a conçu de manière participative un outil de « form'action » (contraction de « formation » et « action ») des collectivités locales au montage de projets de Gestion Durable des Terres (GDT). En 2017, cet outil pédagogique a été testé auprès de communes dans 5 pays sahéliens (Mali, Niger, Burkina Faso, Tchad et Sénégal), a été ajusté et finalisé, et une grande rencontre régionale en décembre a permis d'en partager les résultats et les perspectives d'utilisation.

UNE "FORM'ACTION", C'EST QUOI ?

Accompagner des collectivités au montage de projets ne pouvait se concevoir avec une approche strictement théorique. C'est donc dans l'idée d'associer la théorie à la mise en pratique immédiate par la commune, que le support pédagogique a été construit. Cette « form'action » permet en effet à la commune accompagnée, de proposer une idée de projet qui sera travaillée en groupe, avec des membres du conseil municipal et des représentants des services techniques. Cette idée de projet sera mise à l'épreuve et ajustée avec des sorties sur le terrain et des rencontres avec les parties prenantes, et sera structurée pour permettre la construction d'une trame détaillée du document de projet

DES PROJETS CONSTRUITS PAR LES COMMUNES DANS 5 PAYS SAHÉLIENS

Burkina Faso : La commune de Tikare a construit collectivement les bases de leur projet opérationnel de réhabilitation et de reboisement d'un site menacé d'érosion, situé à proximité de la mairie. Le projet prévoit d'y restaurer les sols dégradés en réalisant des aménagements permettant la récupération des eaux de surfaces, notamment en plantant des arbres fruitiers. Au-delà de l'intervention en matière de GDT, la commune souhaite faire de ce site, classé comme espace vert, un espace ombragé de rencontre et de détente pour les habitants. Le document de projet est en cours de finalisation avec la commune et devrait permettre de lancer la recherche de financement rapidement.

Niger : La commune de Torodi a élaboré un projet de réhabilitation du plateau de Niamba, avec l'installation de demi-lunes forestières plantées d'Accacia sur 50 hectares. Ce projet permettra de faire face à la dégradation des pâturages de la commune, conséquence de la coupe abusive du bois, de l'extension de l'agriculture et

de l'existence de zones cuirassées ne permettant pas aux ressources de se développer. Il s'appuiera sur un travail technique de gestion durable des terres, de sensibilisation et d'accompagnement pour trois villages dont dépendent ce plateau. Le financement de ce projet est en cours de négociation avec le Programme d'Action Communautaire du Niger (PAC3).

Mali : Les représentants de la commune de Nioro Tougouné Rangabé ont proposé un projet visant à améliorer l'autosuffisance alimentaire et nutritionnelle de la population. Il s'appuie sur la création d'un barrage de retenue d'eau et l'appui à la création d'Activités Génératrices de Revenus (AGR) pour les populations riveraines. Le projet impliquera la population, en veillant à intégrer notamment les femmes et les jeunes, par la création de comités locaux de gestion du barrage et des AGR. Ce microprojet a été intégré dans un projet plus large porté par une ONG partenaire malienne et déposé au Fond Vert Climat.

Sénégal : La commune de Sakal a finalisé la rédaction de son projet autour de l'aménagement d'un espace agro-forestier, avec l'aide d'un mini-forage, d'une pépinière d'arbres et d'arbustes d'essences diverses, d'un rucher permettant la collecte de miel, etc. Le projet devrait donc permettre de reboiser une zone au statut foncier clair (propriétaires identifiés), en bénéficiant d'une part à un collectif de femmes liées au centre social de la commune qui pratiqueront une activité d'apiculture, mais aussi à des salariés qui exploiteront la zone agro-forestière (produits forestiers non ligneux, cultures céréalières, maraichage). Le document de projet est finalisé et les discussions sont en cours avec la commune de Mallemort pour un financement dans le cadre de la coopération décentralisée.

Tchad : Dans la région de Mao, la commune urbaine propose de contribuer à la préservation de la cuvette oasienne du village de Ligrá. Le projet s'articule autour des axes suivants : lutte contre la dégradation des ressources naturelles constituant la principale cause d'ensablement de l'ouadi, renforcement de la résilience de l'élevage (un des piliers de l'économie locale), amélioration de la production agricole en vue de renforcer la sécurité alimentaire des populations, et sécurisation de l'accès à l'eau. Le document de projet est aujourd'hui finalisé et les partenaires sont à la recherche d'opportunités de financement.

PARTAGER ET AVANCER ENSEMBLE

Afin de partager avec les membres du réseau ces avancées dans l'utilisation du module de "form'action" des collectivités locales, une grande rencontre régionale réunissant 55 participants a été organisée en décembre au Sénégal. Des partenaires de 8 pays se sont donc retrouvés pour analyser ensemble les freins au développement des territoires ruraux, présenter les démarches d'accompagnement des communes à la planification territoriale existantes dans chaque pays et communiquer sur le module de "form'action" créé par le réseau et sur les perspectives d'utilisation de cet outil pédagogique.

Un engouement certain émerge autour de cette approche par les territoires pour traiter de la gestion durable des terres. Néanmoins de nombreux freins sont encore à lever, comme celui de l'accessibilité aux financements pour les collectivités souhaitant monter leurs projets.

Plus d'infos sur www.resad-sahel.org



© Rasca Production / Marie-Françoise

LE RESAD ÉTAIT PRÉSENT EN FORCE À LA COP 13

Fort d'une délégation de 13 participants appartenant aux 4 plateformes du réseau et sous la coordination du CARI, le ReSaD a dignement porté la voix des populations des zones arides à la 13ème Conférence des Parties de la Convention des Nations-Unies sur la Lutte contre la Désertification qui s'est tenue à Ordos, en Chine, en septembre 2017. Tous avaient participé au Sommet international Désertif'actions 2017 à Strasbourg en juin, et avaient préparé dans leur pays respectif, des positions à défendre lors de cette rencontre internationale.

La Neutralité en matière de dégradation des terres, la planification territoriale et l'accompagnement des communes, l'implication de la société civile dans l'Initiative de la Grande Muraille Verte pour le Sahara et le Sahel (IGMVSS) : autant de thèmes abordés durant cette COP et pour lesquels le ReSaD s'est fait entendre.

Quels résultats au sortir de cette rencontre ? De faibles avancées pour la société civile, citée in extremis, dans la nouvelle stratégie 2018-2030 de la Convention, comme un « acteur important » et un flou qui persiste autour du Fond pour la Neutralité en matière de Dégradation des Terres. Mais l'action doit continuer et le ReSaD entend bien poursuivre ses actions !

LE RESAD CONSOLIDE SES PARTENARIATS

Le ReSaD s'est appuyé sur son partenaire Mauritanien du RADD0, l'association Tenmya, pour organiser un atelier multi-pays sur le pastoralisme transfrontalier et sa contribution à la gestion durable des terres et des paysages, en décembre 2017, à Nouakchott en Mauritanie. Une trentaine de participants venus du Mali, du Sénégal et de Mauritanie, se sont donc retrouvés pour trois jours d'ateliers. Des apports théoriques, des partages d'expériences, des exercices en groupe... Différents outils ont permis à l'ensemble des participants de contribuer à cette dynamique collective.

L'aventure se poursuit en 2018 avec un atelier complémentaire, sur le même sujet, mais réunissant des participants du Niger, du Tchad et du Burkina Faso. C'est une belle démarche de capitalisation qui est enclenchée et qui permettra, espérons-le, de produire des outils à partager pour le développement des zones pastorales.





● **80 représentants des collectivités locales** (élus et services techniques) formés et accompagnés dans 5 pays du Sahel

● **100 représentants d'ONG** formés dans le cadre des formations et des ateliers ReSaD

● **4 notes d'actualités et 6 papiers de position** diffusés à la COP 13

◀ **Form'action au montage de projet de gestion durable des terres**

Page de gauche et au centre : atelier dans la commune de Torodi au Niger

Ci-contre : atelier dans la commune de Ziniare au Burkina Faso



Antenne méditerranée du pS-Eau : pérenniser l'accès aux services d'eau et d'assainissement dans les pays en développement

Le Programme Solidarité Eau est un réseau de partenaires dédié à l'accompagnement des acteurs du Sud pour l'accès à l'eau et à l'assainissement pour tous dans les pays en développement. Créé en 1984, le pS-Eau est structuré depuis 2000 en association loi 1901. Le CARI, par le biais de Christophe Brossé (Co-directeur et animateur du GTD), anime l'antenne méditerranée du pS-Eau.

RENFORCER LES COMPÉTENCES ET FAVORISER LES ACTIONS DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Les objectifs du pS-Eau sont d'accroître le soutien aux collectivités territoriales et aux associations s'engageant dans des programmes de coopération internationale dans le domaine de l'eau et de l'assainissement. À travers des activités diversifiées, le pS-Eau propose de renforcer leurs capacités à intervenir en solidarité internationale sur les secteurs eau, assainissement, hygiène et aussi leur permettre de mobiliser au mieux des moyens dont elles disposent.

RENFORCER LES ACTIONS DES ACTEURS INTERVENANT AU MAROC

A la suite de plusieurs réunions avec son réseau au Maroc ainsi qu'à la suite de la participation et de l'organisation d'un atelier sur l'eau lors des Assises de la coopération décentralisée franco-marocaine tenue à Marrakech fin 2016, le pS-Eau a pu amorcer la discussion sur la mise en œuvre de plusieurs projets sur l'eau au Maroc. De plus, le nouveau partenariat avec le réseau régional multi-acteurs Occitanie Coopération a permis de consolider une ouverture vers de nouveaux acteurs.

Des échanges ont eu lieu dans le cadre d'accompagnement de porteurs de projet, avec des sollicitations ponctuelles d'associations, mais aussi à la suite de la mobilisation des collectivités locales en région Occitanie à travers le dispositif de la Loi Oudin. Actuellement, plusieurs partenariats sont en discussion.

Loi Oudin

La loi Oudin-Santini, adoptée en 2005, autorise les collectivités, syndicats et agences de l'eau à consacrer jusqu'à 1% des recettes de leurs budgets eau et assainissement à des actions de solidarité internationale.

Un projet est notamment en réflexion entre la commune de Tinejdad (dans la province d'Errachidia au Maroc) avec la communauté de communes du Grand Pic Saint Loup et celle des Avants Monts (Hérault). Le projet s'oriente sur une gestion globale de l'eau, à savoir eau potable, assainissement et amélioration des pratiques agricoles en vue d'économie d'eau. Dans ce cadre, une réflexion va être apportée sur le lien entre assainissement et agriculture et notamment sur la question de la réutilisation des eaux usées. Cette problématique, également présente sur le territoire de l'Hérault, est un enjeu important pour

l'accès à l'eau au Maroc. La formalisation du projet pourrait alors commencer en 2018 après une validation institutionnelle par les élus des communautés de communes en début d'année. La question des eaux usées étant d'un intérêt commun, il est prévu de mobiliser également les acteurs de la recherche ayant déjà travaillé sur ce sujet.

Au niveau de la Région Occitanie, des accords de coopération ont été signés en 2017 avec plusieurs régions du Maroc où l'eau pourrait être un des sujets de prédilection.

En partenariat avec la Région et Occitanie Coopération, une réunion du RESEAU PS-EAU MAROC aura lieu début février 2018 avec pour thématique « le multi-partenariat dans les projets de solidarité internationale au Maroc, avec la place qu'ont les entreprises et les scientifiques ».

Fin 2017, une lettre d'information sur le Maroc a été diffusée aux 200 contacts issus de la base de données du pS-Eau ayant une action au Maroc, permettant ainsi de valoriser les actions des membres de l'antenne Méditerranée du pS-Eau.

Enfin, une importante mise à jour du site internet a été réalisée (fiches de projets et ajout de 50 contacts marocains).

RENFORCER LES CAPACITÉS DES ACTEURS EN RÉGION OCCITANIE

Cette année, l'action du pS-Eau s'est enrichie grâce au partenariat noué avec le réseau régional multi-acteurs Occitanie Coopération. Il a permis de réaliser des actions communes, toucher de nouveaux acteurs du territoire du secteur de l'eau ou non, avec des actions potentiellement intéressées sur cette thématique. Le partenariat avec Occitanie Coopération a également augmenté le nombre des activités d'accompagnement des porteurs de projet de la région.

En 2017, deux formations ont été organisées réciproquement à Nîmes et à Perpignan sur le montage de projet dans le domaine de l'eau et l'assainissement. A la suite de ces dernières, certains acteurs souhaitaient aller plus loin dans l'accompagnement, et indépendamment les membres du réseau d'Occitanie coopération ont ainsi sollicité le pS-Eau pour les accompagner dans leur projet.

En 2017, le CARI en tant qu'animateur de l'antenne Méditerranée du pS-Eau a été sollicité par environ une dizaine d'acteurs pour les accompagner. Les projets sur l'eau potable et l'assainissement devenant majoritaires, de plus en plus d'acteurs s'intéressent alors à la problématique générale de l'eau en intégrant dans des secteurs comme l'agriculture, une gestion intégrée des ressources en eau.

Plus d'infos sur www.pseau.org



- **10 porteurs de projets** accompagnés
- **2 formations** sur le montage de projet
- **1 lettre d'information** sur le Maroc diffusée à plus de 200 contacts en France

- Organisation et budget -

Créé en 1998, le CARI est une association loi 1901. De janvier à septembre 2017, elle est présidée par Antoine Cornet et André Marty, puis par Patrice Burger, ancien Directeur. Le conseil d'administration compte 14 membres en 2017. Une équipe permanente de 5 personnes et de un volontaire international est dirigée par une co-direction.

- L'EQUIPE -

CONSEIL D'ADMINISTRATION

- Patrice Burger, Président fondateur
 - Françoise Boutonnet, Vice présidente en charge de la vie associative
 - Antoine Cornet, Vice-Président, Directeur de recherche Emérite
 - Fabien Boulier, Trésorier
 - Jacques Prade, Trésorier adjoint
 - Alain Catherine, Secrétaire, Agriculteur retraité
 - Sylvain Berton, Directeur des programmes d'Agrisud International
 - Omar Bessaoud, Enseignant Chercheur retraité
 - Marc Dufumier, Agronome, Professeur Emerite AgroParisTech
 - Michel Herrmann, Agriculteur
 - André Marty, Sociologue Pastoraliste retraité
 - Robert Morez, Consultant en agroécologie
 - Mélanie Requier, Enseignante Chercheuse IAMM
 - Emilie Rousselou, Productrice de spiruline
- Le CARI rend hommage à Georges Buttet, membre fondateur et administrateur de l'association, disparu 2017.

PERMANENTS

- Co-Directrice en charge de la communication et des événements : Géraldine Allemand
- Co-Directeur en charge des Affaires générales: Christophe Brossé
- Co-Directeur en charge de la thématique Oasis : Jean-Baptiste Cheneval
- Co-Directrice en charge de la thématique Désertification : Adeline Derkimba
- Responsable administratif et financier : Charlotte Mars
- Assistante à la coordination du ReSaD : Manon Albagnac

Avec le soutien bénévole de Lynn Erselius, Mathieu Van Hoy et Alice Arnal.

STAGIAIRES ET SERVICE CIVIQUES

- *Lucie Cugerone, service civique pour 9 mois*

Lucie Cugerone, déjà impliquée aux côtés du CARI depuis quelques années, a réalisé un service civique de 9 mois au sein de l'équipe, en appui sur plusieurs dossiers. Elle a été à la manœuvre pour la réalisation de la campagne web du GTD, a appuyé le montage du plan d'action régional pour l'appui aux associations souhaitant œuvrer pour la GDT gestion durable des terres et a accompagné les réflexions sur les échanges entre agriculteurs que souhaite promouvoir le CARI.

- *Lora Enjelvin, stagiaire pour 6 mois*

Lora a travaillé à l'évaluation du projet Jorf et de ses impacts. Elle a pu enquêter sur place avec les partenaires du projet ainsi que les agriculteurs bénéficiaires des activités afin de contribuer à l'amélioration des formations à l'agroécologie du CARI. Ceci aussi bien dans ses contenus que dans ses principes et méthodologies d'intervention.

- *Nadège Hellemans, stagiaire pour 6 mois*

Nadège en stage pour le GTD, a réalisé une étude portant sur « Comment les projets de développement peuvent contribuer à la neutralité en matière de dégradation des terres? », permettant ainsi de réaliser une grille d'analyse des projets de terrain, valorisée lors de la COP13 à Ordos.

- *Magali Pausin, service civique pour 6 mois*

Magali a été en appui sur plusieurs dossiers. Parmi les plus importants, la mise à jour des "Repères pour Comprendre et Agir" a été le chantier majeur. Ce document est publié et distribué largement dans la communauté des acteurs de la lutte contre la désertification. Son service civique s'est soldé par une participation à la COP13 en Chine, pendant laquelle elle a participé au Forum Mondial des Jeunes.

Des bénévoles impliqués et motivés

Zoom sur les témoignages de Mathieu et Lynn, tous les deux bénévoles au CARI depuis plus d'un an !

- Mathieu -

"J'ai travaillé dans le domaine de l'agronomie et de l'évaluation d'innovations ainsi que dans celui de la sensibilisation aux pratiques d'hygiène, de l'accès à l'eau et à l'assainissement. Je voulais approfondir un domaine transversal qu'est le renforcement de capacités et de compétences. Ce qui a piqué ma curiosité au CARI, ce sont ses activités qui ont pour terrain de mise en œuvre non pas une zone géographique spécifique mais des réseaux d'acteurs et c'est en cela qu'il est une structure singulière. C'est ainsi qu'en 2017, j'ai produit en son sein un guide de montage de projets de gestion durable des terres destiné aux collectivités territoriales sahéliennes. J'y ai également eu d'autres missions cette même année : production de supports de vulgarisation sur la Neutralité en matière de dégradation des terres, rédaction d'un document-projet, cartographie, etc."



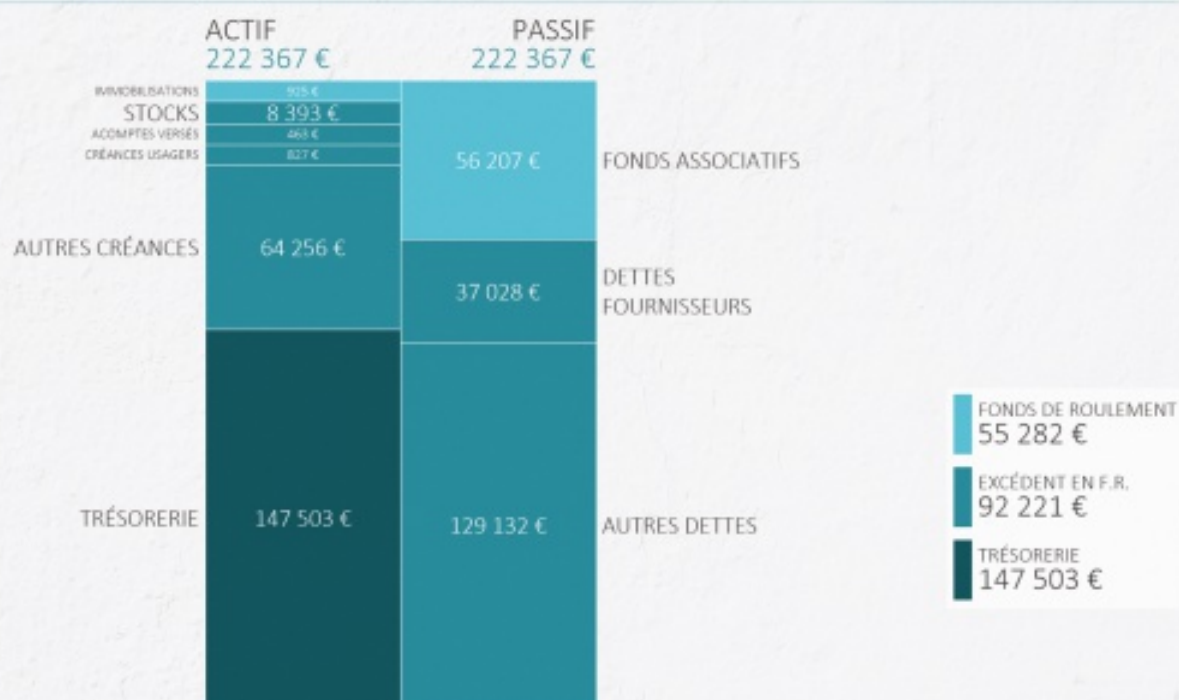
Equipe permanente et adhérents du CARI à l'occasion de l'Assemblée générale de mai 2017 ▲

- Lynn -

"Agronome d'origine anglaise, j'ai d'abord travaillé sur la génétique des pathogènes des plantes. C'est un domaine passionnant, mais un peu éloigné des problèmes courants des paysans. J'ai donc cherché à faire des choses plus utiles comme de la traduction scientifique et des études bibliographiques pour des ONG de développement local. De retour en France fin 2012, j'ai cherché une ONG proche de mes valeurs pour m'investir dans ses missions. Le CARI m'a alors attiré par son engagement sur le long terme auprès des petits paysans du Sud ainsi que par son rôle de lanceur d'alerte sur la dégradation des terres et de pionier qu'il a tenu dans la promotion de l'agroécologie. N'ayant pas d'expertises particulières dans les zones arides, je soutiens l'association en lui transmettant des informations sur les avancées de la recherche et dans l'aide à l'organisation d'événements."

- BUDGET -

BILAN AU 31/12/2017



SYNTHÈSE DE L'ACTIVITÉ

	2013	2014	2015	2016	2017
Produits de fonctionnement	644 704 €	625 805 €	882 283 €	783 748 €	696 000 €
Marge globale	-268 258 €	-255 654 €	-274 601 €	-274 488 €	-269 680 €
Charges de fonctionnement	145 454 €	120 023 €	349 167 €	223 423 €	194 524 €
Impôts et taxes	8 027 €	882 €	913 €	1 226 €	890 €
Charges de personnel	224 901 €	267 109 €	286 138 €	297 304 €	226 367 €
Dotations aux amortissements	215 €	213 €	297 €	473 €	655 €
Résultat courant non financier	489 €	-14 327 €	-20 439 €	-12 467 €	-20 332 €
Résultat financier	2 241 €	911 €	870 €	664 €	1 043 €
Résultat courant	2 730 €	-13 416 €	-19 568 €	-11 803 €	-19 289 €
Résultat exceptionnel	8 897 €	16 434 €	12 600 €	9 636 €	6 172 €
Résultat de l'exercice	11 627 €	3 018 €	-6 968 €	-2 167 €	-13 117 €

- Partenariats -

Une des principales forces du CARI est de pouvoir s'appuyer sur un réseau de partenaires en France et à l'international. Pour remplir ses missions, le CARI travaille en collaboration avec de multiples partenaires comprenant des associations, des collectivités locales, des institutions nationales et internationales, des scientifiques, des privés...

Il s'implique également dans des dynamiques collectives pour contribuer au partage d'expériences, faciliter la concertation et l'échange entre les acteurs, agir sur les politiques ou programmes de développement majeurs et faire avancer les causes d'intérêt général qu'il défend au travers l'élaboration d'une stratégie de plaidoyer.

- BAILLEURS -



- PARTENAIRES ET RÉSEAUX -



Le CARI est accrédité auprès de la Convention des Nations-Unies sur la Lutte contre la Désertification et la Convention cadre des Nations-Unies sur les changements climatiques.

Le CARI est membre :



Retrouvez toutes les actualités du CARI et
notre centre de ressources en ligne sur

www.cariassociation.org



Rejoignez notre dynamique collective

Devenez adhérent!

Depuis 1998, le CARI, porté par des pionniers en matière d'agroécologie et de lutte contre la dégradation des terres, s'investit pour la sauvegarde des patrimoines nourriciers des milieux arides et fragilisés.

Adhérer au CARI, c'est avant tout rejoindre des personnes motivées et actives, regroupées autour d'un projet associatif nourrit d'un engagement humaniste et solidaire.



Les réseaux d'acteurs coordonnés par le CARI



Groupe Travail Désertification



Réseau Sahel
Désertification



RADO
Réseau Association
pour le Développement Durable du Sahel

www.gtdesertification.org

www.resad-sahel.org

www.raddo.org



Centre d'Actions et de Réalisations Internationales

12 rue du courreau, 34380 Viols-le-Fort, France

+33 (0)4 67 55 61 18 | contact@cariassociation.org

www.cariassociation.org   

